



UN TROISIÈME TOUR SOCIAL POUR L'ÉDUCATION

En cette année électorale, la question de l'éducation a nourri les promesses des candidat-e-s et de leurs partis. Pourtant, malgré les changements survenus au gouvernement, les fédérations syndicales CNT-FTE et SUD Éducation tiennent à réaffirmer que les intérêts des travailleuses de l'éducation ainsi que des usagers de l'école ne peuvent se défendre que dans la lutte.

Ces dernières années, tous-tes ont subi de plein fouet la destruction du service public d'éducation. Le statut des enseignants est sans cesse remis en cause (temps de travail, renforcement de la hiérarchie, absence de formation pour les stagiaires, vacances...), les personnels de vie scolaire (AED, AVS, AP) pourtant nécessaires pour répondre aux besoins des élèves sont tous-tes précaires, les personnels ATOSS ont vu leur statut de fonctionnaire être attaqué en passant sous la coupe des collectivités territoriales... Pire encore, le recours par l'État à des contrats de droit privé (CAE-CUI) illustre à quel point le service public d'éducation se disloque au profit d'une privatisation que nous ne pouvons plus supporter !

Lorsque les moyens diminuent ce sont bien les élèves qui en paient le prix ! La dégradation de nos conditions de travail (augmentation du temps de travail, disparition de la formation, conditions de remplacement, absence de médecine du travail, culpabilisation des collègues avec un nouveau jour de carence en cas d'arrêt maladie, mobilité professionnelle contrainte, pressions hiérarchiques...) tout comme les suppressions de postes d'enseignants qui engendrent une augmentation des effectifs dans les classes, nous empêchent

aujourd'hui d'œuvrer à la réussite de toutes. La diminution des personnels de vie scolaire oblige les collègues à gérer chaque jour des situations d'urgence au détriment d'une approche éducative constructive et compréhensive des individus. Le dispositif (E)CLAIR prive progressivement les établissements les plus défavorisés de tous leurs moyens, et ce sont une nouvelle fois les élèves et les familles aux situations sociales les plus difficiles qui le subissent...

Mais c'est aussi toute notre vision d'une éducation juste, populaire et émancipatrice qui est attaquée depuis des années. Le Livret Personnel de Compétences, les évaluations nationales, le classement arbitraire des élèves et leur mise en compétition, l'imposition de pédagogies rétrogrades et l'hégémonie de directives bien souvent absurdes, la répression dirigée envers les collègues qui pratiquent les alternatives pédagogiques, le fichage des élèves (Base-élève, Sconet, Affelnet) sont autant de pratiques qui visent depuis trop longtemps à construire une école du mérite, une école des inégalités, une école au service du patronat et non au service de l'épanouissement individuel et collectif de nos enfants.

Finalement, c'est dans ce contexte que des réformes récentes s'attaquent de front aux droits des organisations syndicales et notamment au droit de grève. Lois sur la représentativité, service minimum, déclaration d'intention de grève dans le primaire, n'ont qu'un seul objectif : protéger ces politiques désastreuses de toute contestation sociale. Parce que l'école modèle la société que nous voulons pour demain et parce que nous ne voulons plus d'une éducation dont l'avenir est lié à des enjeux économiques, il est temps d'agir.

C'est pourquoi les organisations CNT-FTE et SUD Éducation revendiquent :

- la titularisation sans condition de concours ni de nationalité de tous les personnels précaires ;
- l'arrêt total du recours aux contrats précaires et particulièrement aux contrats de droit privé (CAE/CAV, CUI) ;
- des créations massives de postes de titulaires (enseignement et encadrement) ;
- l'abrogation des EPEP dans le primaire ;
- l'abandon de tout fichage des élèves ;
- le retrait du dispositif (E)CLAIR ;
- l'abrogation de la loi LRU et de la mastérisation ;
- le retour à un véritable véritable enseignement professionnel ;
- le retour au tiers temps avec les élèves pour les stagiaires.

Pour gagner sur ces revendications, nous estimons que les grèves ponctuelles et clairsemées ne sont pas suffisantes. Pour obtenir satisfaction, il nous faut construire une véritable riposte sur le terrain social.

Ainsi, maintenant et aussi dans la perspective de la rentrée de septembre 2012, conscientes que seul un mouvement social sera à même de changer la donne éducative, les organisations syndicales CNT et SUD appellent l'ensemble des travailleuses de l'éducation ainsi que les parents d'élèves à se mobiliser pour construire un véritable rapport de force :

- elles les invitent à s'organiser en assemblées générales d'établissement dès la pré-rentrée ;
- elles soutiennent les initiatives locales, y compris la grève reconductible, que les Assemblées Générales décideraient de mettre en œuvre pour obtenir gain de cause sur leurs revendications.

DE LA MATERNELLE À L'UNIVERSITÉ, DÉFENDRE L'ÉCOLE TELLE QUE NOUS LA CONCEVONS, C'EST DÉFENDRE LES INTÉRÊTS DE CEUX ET CELLES QUI Y TRAVAILLENT, MAIS C'EST AUSSI CONSTRUIRE UNE AUTRE ÉCOLE, QUI ŒUVRE DANS L'INTÉRÊT DE TOUS-TES, ÉLÈVES COMME PARENTS.